

UMP. Ils veulent défendre les valeurs de la campagne de 2007.

## Les faucons du président

Fabrice Madouas le jeudi, 16/09/2010



**Lancée en juillet dernier, La Droite populaire rassemble une quarantaine de députés "attachés aux valeurs qui ont fait le succès de Nicolas Sarkozy en 2007".**

Ils ont été reçus le 9 septembre à l'Élysée : une heure et quart d'entretien avec le chef de l'État, « dans un climat à la fois sérieux et décontracté », disent-ils. Et ils se reverront « tous les deux mois », leur a promis Nicolas Sarkozy. Pour eux, c'est une consécration : la preuve qu'ils ont eu raison de se rassembler au sein de ce collectif, La Droite populaire, au moment où

l'incompréhension grandissait entre le chef de l'État et le cœur de son électorat, fidèle aux "valeurs" qu'il avait défendues en 2007. C'était au début de l'été (ils ont publié leur "charte" le 14 juillet), avant le discours de Grenoble, où le chef de l'État a retrouvé, sur la sécurité et l'immigration, l'accent de fermeté qu'ils apprécient. « Le président de la République a rappelé dans ce discours que la sécurité constituait la première des libertés. Nous en sommes tous convaincus », souligne l'un des fondateurs de La Droite Populaire, Philippe Meunier, député UMP du Rhône, tout en précisant que les députés qu'elle rassemble (une quarantaine) ont vocation à s'exprimer « sur tous les sujets intéressant la France et les Français ».

Qui sont-ils, ces parlementaires de droite ? Des jeunes loups ? Philippe Meunier n'a que 44 ans. C'est son premier mandat de député, comme Patrice Calmégane, également maire de Villemomble (Seine-Saint-Denis). Des "vieux gaullistes" ? C'est ainsi que se définissent Jean-Pierre Decool, Franck Gilard et François Vannson. Des vedettes ? Ni Lionnel Luca, ni Christian Vanneste ne revendiqueraient ce titre, mais ils sont connus pour intervenir avec force – et souvent – à l'Assemblée.

À Jean-Paul Garraud, ancien juge d'instruction, ses collègues reconnaissent une compétence dans le domaine judiciaire inégalée à l'UMP ; à Bernard Carayon, député du Tarn, sa maîtrise des dossiers sur la politique industrielle et sur l'intelligence économique. En défenseur farouche de la laïcité, Jacques Myard combat vigoureusement la communautarisation de la société. Thierry Mariani sera le rapporteur du nouveau projet de loi sur l'immigration. Et Dominique Tian a bataillé, cette semaine, pour tenter d'harmoniser les régimes des retraites du public et du privé.

### Une partie du message ne passait plus dans l'électorat

Quatre femmes aussi dans ce collectif : Brigitte Barèges, Maryse Joissains-Masini, Henriette Martinez et Christine Marin, qui vient à peine de le rejoindre. « Nous n'avons fait aucune campagne d'adhésion », précise Jean-Paul Garraud. Pas de président, ni de porte-parole : La Droite populaire se veut « une structure souple, dit Philippe Meunier, capable de réagir vite et de faire entendre, au plus haut niveau, ce que disent aux élus de terrain leurs concitoyens ».

Or, ce que ces députés entendaient depuis plus d'un an ne les avait pas rassurés sur les capacités de la droite à l'emporter en 2012. Ils gardent un souvenir cuisant de l'échec de l'UMP aux régionales : « En mars 2009, notre baignoire s'est vidée plus vite que celle des socialistes, résume Franck Gilard, député de l'Eure : le PS a perdu 51 % des voix qui s'étaient portées sur Ségolène Royal à la présidentielle, mais nous avons perdu 54 % des suffrages qu'avait recueillis Nicolas Sarkozy. Une partie du message ne passait plus » dans l'électorat de la droite.

Les raisons de ce désamour ? Dans le désordre : les comportements dépensiers de certains ministres (« choquants pour les petites gens », affirme Jean-Pierre Decool) ; la multiplication des actes de délinquance contre les policiers et les gendarmes (« autant de morts dans leurs rangs que de soldats en Afghanistan », souligne Franck Gilard) ; l'impunité de voyous trop vite élargis par certains magistrats ; l'ouverture à gauche (« les gens n'ont pas vraiment compris », selon Patrice Calmégane) ; enfin, une incompréhension liée au style parfois déroutant du

chef de l'État. « *C'est vrai que nous gardons du début du quinquennat quelques images qui ont pu troubler* », résumait récemment le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, tout en assurant qu'il s'agissait d'une « *image fausse* ».

Nicolas Sarkozy en a manifestement convaincu les députés de La Droite populaire, persuadés, après leur rendez-vous à l'Élysée, que le chef de l'État avait retrouvé le dynamisme qui les avait séduits en 2007 en « *ranimant des valeurs de droite mises sous le boisseau pendant les précédents mandats* », rappelle Dominique Tian : « *La récompense de l'effort et du mérite, la fierté de notre identité nationale, la mise en oeuvre d'une stratégie industrielle, l'affirmation de la France dans le monde* », détaille Bernard Carayon, qui décrit « *une droite attachée à l'ordre, à la justice, à la valorisation des talents, à la rationalisation de la dépense publique. Notre droite est à l'image d'un jardin à la française : elle incarne la mesure et l'équilibre* ».

Quels ont été les sujets abordés ? « *Tous ceux qui intéressent les Français*, résume Philippe Meunier : *la sécurité, mais aussi l'Europe et la dépendance, l'un des gros dossiers de ces prochains mois* ». Et « *la justice, longuement* », ajoute Jean-Paul Garraud, chargé par le chef de l'État de lui faire des propositions dans ce domaine. Nicolas Sarkozy envisage notamment la présence de jurés populaires dans les tribunaux correctionnels, censée réduire le fossé qui s'est creusé entre les magistrats et l'opinion après plusieurs décisions de justice incompréhensibles (*lire l'entretien avec Rachida Dati page 34*).

« *En réponse à de nombreuses questions, le président de la République a également évoqué le problème de la laïcité, de la réforme des retraites et souligné l'espoir qu'il nourrissait à l'égard de la présidence du G20* », précise Christian Vanneste, heureux que Nicolas Sarkozy ait insisté devant eux sur « *le nécessaire combat des idées* » cher à la Droite populaire. Cap sur 2012 ? **Fabrice Madouas**

#### **Extraits de la Charte de la Droite populaire**

**Nation** Le collectif de La Droite populaire croit en la Nation, seul cercle d'appartenance à la fois à l'échelle de l'homme et à l'échelle du monde. [...] Contre les tabous du "politiquement correct", nous sommes attachés au patriotisme pour redonner fierté, espoir et ambition aux Français. Fiers de notre langue et de notre histoire, nous défendons aussi les symboles de notre Nation : la Marseillaise comme le drapeau tricolore.

**Entreprise** Le collectif de La Droite populaire croit en la liberté d'entreprendre, au travail, au mérite et à l'effort. C'est le travail fourni qui doit être le critère de la réussite. Ceux qui travaillent doivent pouvoir conserver le fruit de leurs efforts et l'utiliser pour préparer l'avenir de leur famille.

**Famille** Le collectif de La Droite populaire croit en la famille, pilier qui garantit la solidité de notre cohésion sociale. Au sein des familles, l'éducation, les repères et la solidarité entre les générations doivent être promus et encouragés.

**Sécurité** Le collectif de La Droite populaire croit en l'autorité de l'État. Nous soutenons les forces de l'ordre qui représentent l'État de droit et la justice qui applique, au nom du peuple français, avec fermeté et justesse, des sanctions indispensables. [...]

**Finances publiques** Le collectif de La Droite populaire croit en la gestion rigoureuse des deniers publics et en l'indispensable réduction de la dette. Un euro dépensé doit être un euro utile.

**Indépendance** Le collectif de La Droite populaire croit en la France indépendante, maîtresse de ses décisions, puissance d'équilibre aux yeux du monde et en une Europe forte, fondée sur les peuples.

**Les signataires** Élie Aboud (Hérault), Yves Albarello (Seine-et-Marne), Brigitte Barèges (Tarn-et-Garonne), Patrick Beaudouin (Val-de-Marne), Claude Bodin (Val-d'Oise), Jean-Claude Bouchet (Vaucluse), Patrice Calméjane (Seine-Saint-Denis), Bernard Carayon (Tarn), Jean-Pierre Decool (Nord), Nicolas Dhuicq (Aube), Éric Diard (Bouches-du-Rhône), Jean-Michel Ferrand (Vaucluse), Sauveur Gandolfi-Scheit (Haute-Corse), Jean-Paul Garraud (Gironde), Franck Gilard (Eure), Charles-Ange Ginesy (Alpes-Maritimes), **Christophe Guilloteau (Rhône)**, Maryse Joissains-Masini (Bouches-du-Rhône), Patrick Labaune (Drôme), Lionnel Luca (Alpes-Maritimes), Daniel Mach (Pyrénées-Orientales), Richard Mallié (Bouches-du-Rhône), Thierry Mariani (Vaucluse), Christine Marin (Nord), Henriette Martinez (Hautes-Alpes), Philippe Meunier (Rhône), Georges Mothron (Val-d'Oise), Jacques Myard (Yvelines), Jacques Remiller (Isère), Bernard Reynès (Bouches-du-Rhône), Jean Roatta (Bouches-du-Rhône), Jean-Marc Roubaud (Gard), Daniel Spagnou (Alpes-de-Haute-Provence), Michel Terrot (Rhône), Dominique Tian (Bouches-du-Rhône), Christian Vanneste (Nord), François Vannson (Vosges), Patrice Verchère (Rhône), Philippe Vitel (Var), Michel Voisin (Ain).

Source : <http://www.valeursactuelles.com/actualités/politique/fauconsprésident20100916.html>